

National Portrait Gallery de Londres, NPG P324



Un guerrier et un stratège militaire haut en couleurs : le lieutenant-colonel Thomas Edward Lawrence, par B. E. Leeson.

LA GUERRE POLITIQUE : UNE ARME À DOUBLE TRANCHANT - MONTÉE EN PUISSANCE ET DÉCLIN DE LA CONTRE- INSURRECTION FRANÇAISE EN ALGÉRIE

par Pierre Pahlavi

Introduction

Bien que, de Sun Tzu à Mao en passant par Le Miere de Corvey, T. E. Lawrence ou Giap, les plus grands penseurs et stratèges aient théorisé l'art de la guerre subversive, la « petite guerre », comme l'appelaient Clausewitz et Jomini, reste marginale et cantonnée à une fonction d'appoint jusqu'à ce qu'elle ne revienne sur le devant de la scène au XX^e siècle, notamment employée par les mouvements de libération nationale sous la forme de la guérilla psychologique et de la *guerre révolutionnaire*.

L'une après l'autre, les grandes puissances découvrent à leurs frais les limites de leur suprématie militaire devant cette forme particulière de lutte sans front ni champ de bataille dont le but est la conquête des esprits plutôt que celle des territoires. Après avoir été mis en échec par le Vietminh, ennemi insaisissable qui menait son combat selon les principes de la *guerre révolutionnaire*, l'état-major français a décidé de mettre en pratique la leçon indochinoise et de développer une parade contre-insurrectionnelle à la rébellion algérienne qui éclate en 1954. Bien qu'elle permette de priver le Front de Libération Nationale de sa base populaire, la nouvelle doctrine de guerre s'avérera une arme à double tranchant, amenant progressivement l'armée française à se politiser et à sortir de son rôle traditionnel.

Tout en traitant du processus de développement, de l'application et des succès de la guerre contre-révolutionnaire de la France en Algérie, cette étude s'intéresse à son influence sur les pratiques et les conceptions traditionnelles de l'armée pour mieux comprendre les raisons qui ont entraîné son démantèlement par l'État français à partir de 1959. L'objectif est d'étayer l'idée selon laquelle cette doctrine aurait agi comme une « vérité devenue folle » amenant la « Grande Muette » à sur-développer ses responsabilités et sa conscience politique et à s'ériger contre un pouvoir central qu'elle soupçonnait de vouloir trahir sa mission initiale. L'analyse de ce processus d'idéologisation et du rôle qu'il a pu jouer dans l'échec de l'expérience contre-insurrectionnelle a également pour but de mieux appréhender les principes et les effets pervers d'une forme de stratégie appelée à occuper une place grandissante dans les conflits et les relations internationales du XXI^e siècle.

Pierre C. Pahlavi est professeur au Département des études de la défense et directeur adjoint du Département de planification et d'opérations militaires du Collège des Forces canadiennes à Toronto.

La genèse (d'août 1954 à décembre 1955)

Les prémices

Si la *guerre révolutionnaire* se distingue de la guerre classique, c'est avant tout parce que, au-delà du combat contre les forces armées de l'adversaire, l'effort porte sur l'ensemble des populations dont la conquête constitue un objectif plus prioritaire que la prise de possession d'un terrain ou la domination d'un champ de bataille². Comme dans la guerre classique, il faut connaître le terrain pour adapter la stratégie, bien que la nature du terrain soit tout autre : « La *guerre révolutionnaire* exploite les dimensions politiques et psychologiques des peuples en fonction d'une géographie sociale. C'est pourquoi tout recours à la *guerre révolutionnaire* doit être subordonné à une analyse politique très serrée visant à déterminer les courants psychologiques et le sens de l'évolution en cours³. » Conséquemment, l'armée qui mène une *guerre révolutionnaire* se doit de définir une ligne directrice, une politique générale lui permettant d'orienter son combat : « Bref, la guerre subversive exige de ses combattants qu'ils soient non seulement des techniciens de la force des armes mais aussi, et peut-être surtout, des chefs de partisans, des meneurs de foules, des agitateurs politiques, des syndicalistes, des missionnaires⁴. »

En Indochine, l'armée française avait découvert à ses dépens les vertus d'un art dans lequel son adversaire, le Vietminh, était passé maître. Le général Giap, vainqueur de la bataille de Diên Biên Phu, aurait alors déclaré que « l'armée française a été battue parce qu'elle n'a pas fait assez de politique⁵ ». Une fois inoculé à l'armée française, le virus de la *guerre révolutionnaire* allait progressivement contaminer les strates intellectuelles de l'armée. Le général Chassin est l'un des premiers à le contracter : « Il est temps, écrit-il, que l'armée cesse d'être la Grande Muette; le moment est venu pour le monde libre, s'il ne veut pas mourir d'une mort violente, d'appliquer certaines méthodes de son adversaire. Or, l'une de ces méthodes, et sans doute la plus importante, réside dans le rôle idéologique qui est, derrière le rideau de fer, dévolu aux forces militaires⁶. » Il faudra pourtant plusieurs mois pour que ces vœux ne deviennent réalité.

Élaboration et mise en place

Après une période d'incubation relativement courte, la « fièvre asiatique » se déclare au cœur du maquis algérien, nouveau théâtre d'opérations où l'armée est engagée pour combattre la rébellion qui éclate à la Toussaint 1954. L'armée est confrontée au même problème qu'en Indochine : sa supériorité numérique ne lui est d'aucune utilité contre un ennemi qui lui refuse le combat frontal. Devant la dégradation de cette situation, les hauts responsables politiques et militaires prennent conscience qu'il est temps de recourir à l'arme psychologique.

La *guerre révolutionnaire* est progressivement adaptée puis organisée par l'armée française entre l'automne 1954 et la fin de l'année 1955. Durant cette première phase, la doctrine passe de la position d'arme expérimentale au statut officiel de « septième arme ». En mars 1955 est créé un organisme d'action psychologique qui prend l'appellation de Bureau régional d'action psychologique et, plus tard, celui de Bureau psychologique⁷. En juillet 1955, une directive du commandant en chef en Algérie officialise l'organisation de l'action psychologique dans toute la X^e région militaire d'Algérie⁸. La Directive sur la guerre psychologique d'octobre 1955 définit officiellement la *guerre psychologique* comme « mise en service systématique de mesures et de moyens variés destinés à influencer l'opinion, les sentiments, l'attitude et le comportement d'adversaires déclarés (armée et population) dans un sens favorable aux plans et objectifs définis par le gouvernement et le commandement⁹ ». Pour la première fois, la psychologie acquiert officiellement le rang d'arme de guerre, faisant de 1955 une année charnière dans l'adoption de la *guerre révolutionnaire*¹⁰.



Déploiement des corps de l'armée française et le découpage du territoire correspondant aux commandements politico-militaires du FLN pendant la guerre d'Algérie.

La toile des hiérarchies parallèles

En 1956, le vote de la loi sur les pouvoirs spéciaux accordés à l'armée et sur la mise en place des *hiérarchies parallèles* permet d'établir le dispositif opérationnel de la guerre contre-insurrectionnelle qui prend l'allure d'une véritable toile d'araignée dont les mailles s'étendent sur l'ensemble du territoire algérien, assurant ainsi l'encadrement de la population et l'isolement militaire et psychologique de la guérilla adverse.

Parmi les institutions qui forment les *hiérarchies parallèles*, la plus importante est sans aucun doute celle des Sections administratives spéciales (SAS). À elles seules, les SAS et les Sections administratives urbaines (SAU) parviennent à instaurer un nouveau quadrillage administratif qui, sans les annuler, vient se superposer aux districts traditionnels. Les SAS et les SAU sont des outils essentiels de la guerre révolutionnaire en ce qu'elles assurent le contrôle, la pacification, voire l'endoctrinement de la population. Pour ce faire, elles se substituent aux pouvoirs locaux en assumant des fonctions dans des domaines aussi variés que la gestion économique, l'éducation, la santé ou l'administration, cette polyvalence étant assurée dans chaque secteur par un officier SAS. Le réseau des SAS permet aux services psychologiques de rester au contact de la population civile et de diffuser plus facilement leur propagande¹¹. En outre, la collaboration et le contact psychologique avec la population sont maintenus grâce à d'autres organisations civiles s'articulant notamment autour de responsables d'îlots ou de quartiers, eux aussi placés sous l'égide de l'armée. En définitive, l'armée et, par son entremise, les organismes de guerre psychologique sont présents dans la vie quotidienne de la majeure partie de la population progressivement coupée de l'influence du Front de libération nationale (F.L.N.) et de l'Armée de libération nationale (A.L.N.)¹².

La propagande

Dès le début de l'année 1956, le Bureau psychologique de la X^e région militaire décide de redéfinir et de clarifier ses objectifs. Dans une directive d'avril, il fixe la triple mission suivante : 1) maintenir élevé le moral des unités et les protéger contre les effets de toute propagande adverse; 2) mener une action psychologique cohérente auprès des populations musulmanes établies dans les zones opérationnelles; et 3) réaliser une « action choc » sur les rebelles¹³. De plus, l'infrastructure territoriale de l'action psychologique est renforcée par la création d'unités tactiques de *guerre révolutionnaire*, constituées de *compagnies légères de haut-parleurs et de tracts* (CHPT). À partir de juillet 1956, un effort particulier est fourni pour la formulation d'une *propagande* destinée aux populations musulmanes que l'on a déjà réussi à encadrer. Cette propagande revêt trois aspects : « Un aspect purement circonstanciel, un aspect rengaine ou intoxication »; enfin, il peut s'agir de « galvaniser la population musulmane en lui offrant « des raisons

« l'état-major français a décidé de mettre en pratique la leçon indochinoise et de développer une parade contre-insurrectionnelle à la rébellion algérienne »

d'enthousiasme qu'elle puisse partager avec les Français de l'Algérie et de la métropole¹⁴ ». Cette propagande cherche également à susciter la méfiance des musulmans « neutres » à l'égard du F.L.N. par des messages comme celui-ci : « Le fellaga est une sauterelle, partout où il passe, il ne reste plus rien [...] son passage signifie ruine, deuil, larmes, famine et misère¹⁵. » Notons que cette propagande s'adresse également au rebelle à qui l'on tente de faire renier son adhésion à la cause du F.L.N. Enfin, pour susciter à la fois l'adhésion des populations neutres et la lassitude chez l'adversaire, la propagande met en exergue la détermination et la confiance de la France dans sa victoire. Par exemple, une note d'orientation psychologique recommande d'exploiter le thème « de la certitude, de la fermeté, de la volonté¹⁶ ». Ces mêmes thèmes se retrouvent sur le terrain, par un travail quotidien de propagande.

L'apogée (de janvier 1957 à août 1958)

Au cours de la période centrale, qui s'étend de janvier 1957 à août 1958, la *guerre révolutionnaire* connaît des succès éclatants. Elle servira ainsi de puissant catalyseur dans le processus d'affranchissement et d'engagement politique de l'armée qui, vu son pouvoir grandissant face à un régime faiblissant, la pousse à rechercher un contenu à la mission qui lui avait été dévolue initialement, à savoir le maintien de l'Algérie dans la France.



Les haut-parleurs d'une unité mobile des CHPT en pleine action autour de 1957.

Le bled

La reconquête de la Casbah : triomphe de la guerre révolutionnaire

En janvier 1957, pour écraser la grève insurrectionnelle qui vient d'éclater dans la Casbah d'Alger, le gouvernement accorde les pleins pouvoirs au général Massu, faisant bénéficier l'Armée de l'unité du pouvoir que réclamaient les adeptes de la *guerre révolutionnaire*. Comme le notent Field et Hudnut, « de ce jour, et jusqu'à ce que le général de Gaulle eut fermement établi les bases de son pouvoir, il y a eu deux gouvernements en France¹⁷ ». On assiste donc à un tournant majeur du conflit.

Les généraux Lacoste, Salan et Massu arrêtent un plan de bataille et décident, de faire débiter la reconquête de la Casbah le 27 janvier. En dix mois, l'armée remporte la bataille d'Alger par des moyens qui reposent largement sur l'aide des *hiérarchies parallèles* et sur les méthodes de la *guerre révolutionnaire* : renseignement par tous les moyens, retournement et manipulation de ralliés clandestins, encadrement et contrôle de la population¹⁸. Le Bureau psychologique régional met à la disposition du général Massu tous les moyens de propagande écrite (tracts) et parlée (haut-parleurs et cinéma), prenant une part prépondérante au dégel de la Casbah et à la rupture de la grève générale. À cette occasion sont également créées les unités territoriales (formées de 22 800 citoyens armés) qui, placées sous l'autorité du colonel Thomazo, s'avèrent être un précieux outil tactique de guerre psychologique, d'information, de propagande et de contrôle de la population.

Cette première victoire importante consacre la doctrine de la *guerre révolutionnaire* et favorise sa maturation. Pour une deuxième vague de théoriciens, dont les colonels Trinquier, Godard et Argoud, cette guerre ne se limite plus seulement à une technique. Son objectif politique est désormais central, et la bataille d'Alger est pour eux l'occasion d'expérimenter et de perfectionner cette nouvelle conception. Godard et Argoud estiment notamment que, pour combattre efficacement le terrorisme rebelle, il ne faut pas exclure le recours au contre-terrorisme dans le but d'obtenir un choc psychologique¹⁹. Pour le colonel Argoud, présent à Alger en tant que chef d'état-major de Massu, « l'armée doit chercher par priorité à rallier la population, à gagner sa confiance. C'est l'aspect politique du problème : il est essentiel²⁰. » Les intellectuels de la « guerre moderne » vont orienter leur réflexion sur la question de la mission politique de l'armée.

À la base de cette réflexion il y a la certitude que l'on se bat par-dessus tout pour maintenir l'Algérie dans la France. Cette certitude est encore réaffirmée dans les thèmes sans équivoque d'un schéma de causerie proposé au Bureau régional par l'état-major de la X^e région militaire : « La France restera en Algérie; l'Algérie restera française; le gouvernement ne traitera pas avec les rebelles; la déclaration d'intention du président du Conseil (janvier 1957) sera appliquée²¹. »

« Pour la première fois, la psychologie acquiert officiellement le rang d'arme de guerre, faisant de 1955 une année charnière dans l'adoption de la *guerre révolutionnaire* »



Archives militaires de France

Patrouilles dans la Casbah à Alger en 1957.

La création du 5^e Bureau et l'Instruction provisoire TTA 117

Au lendemain de la bataille d'Alger, la guerre contre-insurrectionnelle française trouve un second souffle avec la mise en place du 5^e Bureau d'action psychologique « [p]our donner à la septième arme l'importance qui doit lui revenir dans la *guerre révolutionnaire*²² ». Le nouvel organe est généralisé à l'ensemble de l'infrastructure psycho-militaire de la X^e région militaire : au niveau du commandement de région d'abord, où l'on crée, pour l'occasion, un nouveau poste de sous-chef d'état-major en complément de celui de chef d'action psychologique, mais aussi au niveau du corps d'armée, où le travail psychologique était jusqu'à présent dévolu au 3^e Bureau et, enfin, au niveau des zones et des secteurs opérationnels. Surtout, ce qui est à noter avec la création du 5^e Bureau, c'est l'élargissement considérable du champ d'action de l'armée, puisque ce bureau est chargé, à compter du 1^{er} août 1957, de toutes les missions relatives à la guerre et à l'action psychologique, mais aussi de toutes celles liées au moral, à l'information, aux affaires civiles et administratives et même jusqu'au service social et aux aumôneries! Par cette « généralisation » de sa mission, le nouvel organe sera appelé à devenir un véritable « maître Jacques du commandement²³ ».

Toutefois, cette prise d'influence de l'arme psychologique suscite déjà la méfiance du pouvoir civil, qui craint qu'elle ne conduise à long terme à des débordements. Celui-ci s'efforcera donc de limiter le plus possible la portée du 5^e Bureau. Cela s'observe avec l'adoption par

le gouvernement Bourgès-Maunoury de l'Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique, mieux connue sous le nom de TTA 117²⁴. En apparence, il répond aux souhaits formulés par les adeptes de la *guerre révolutionnaire* en donnant à la septième arme une existence légale au plus haut niveau. En réalité, le pouvoir civil s'efforce de rappeler la nécessité d'une collaboration armée-gouvernement dans laquelle ce dernier prime obligatoirement.

En dépit de sa volonté de reprendre les commandes, le gouvernement doit se rendre à l'évidence que la *guerre révolutionnaire* avait déjà fait de l'armée un véritable État dans l'État : « Sur tout le territoire, remarque Fouquet-Lapar, les limites des départements sont devenues celles d'une zone tenue par une division, celles des arrondissements correspondant aux secteurs d'un régiment²⁵. » À cela il faut ajouter que la priorité accordée à l'encadrement de la population (éducation, aide sociale, administration) et à l'action psychologique (contrôle des médias, contrôle de l'information, propagande) s'est traduite par la délégation à l'armée de responsabilités les plus étendues, normalement assumées par les autorités civiles. Bref, cet État militaire, reposant sur ses *hiérarchies parallèles*, possède pour ainsi dire toutes les prérogatives de l'État civil, à l'exception de deux : la prise de décisions politiques et la possibilité de tracer une ligne idéologique. Progressivement, cette étape symbolique allait être franchie avec la constitution de ce que Koonings et Kruijt appellent une « armée politique²⁶ ».

L'idéologie de l'intégration et le franchissement du Rubicon

Ayant demandé en vain une ligne claire aux gouvernements qui se sont succédé depuis 1956 et qui ne lui offraient en réponse que des objectifs vagues et fluctuants, l'Armée décide, à la fin de l'année 1957, de formuler sa propre doctrine politique : l'idéologie de l'intégration, fille de la *guerre révolutionnaire*. D'abord floue, puis cristallisée sur le thème de « l'Algérie française », cette mission s'articule autour de trois objectifs essentiels : le maintien de la souveraineté française, la promotion de la pleine égalité civile des musulmans et un effort dans le sens du progrès économique et social. Grâce à ce programme, l'Armée a la certitude de détenir la parade à la fois à l'indépendantisme du F.L.N. et à l'immobilisme des pouvoirs publics. Les militaires, forts de l'arme absolue qu'est, à leurs yeux, la *guerre révolutionnaire*, frustrés des défaites qui leur avaient été infligées depuis 1939, font de l'Algérie une affaire personnelle; c'est ce qu'ils expriment par cette idéologie. L'objectif de l'intégration répond au besoin qu'éprouve l'Armée de voir définir une ligne directrice claire et simple, soit ce que les politiciens au pouvoir n'ont pas été capables de lui fournir.

« cette guerre ne se limite plus seulement à une technique. Son objectif politique est désormais central »

Alors même que l'armée s'improvise parti politique, le régime de la IV^e République se meurt : le 15 avril, c'est la chute du gouvernement Gaillard suivie, une semaine plus tard à Alger, de manifestations violentes d'ultras en faveur de l'Algérie française. Le glas sonne pour le régime agonisant, et c'est l'armée, que son engagement politique a déjà émancipée,

qui va lui porter le coup fatal en appuyant l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle « pour mettre en œuvre la doctrine de la *guerre révolutionnaire*²⁷ ». Celui que les forces françaises considèrent comme l'homme providentiel va pourtant s'avérer être le fossoyeur de leurs ambitions politiques.

La neutralisation de la septième arme (1959)

Le rappel à l'ordre du général de Gaulle

Dès son arrivée au pouvoir, de Gaulle est bien décidé à mater cette armée trop bavarde et trop intellectuelle à son goût. Il le dit clairement et ne ménage pas ses propos : « Quant à l'Armée, elle doit bien se convaincre que son rôle est purement technique. Elle est là pour exécuter les ordres qui lui sont donnés [...]. L'Armée est un instrument. Vous m'entendez bien, un instrument²⁸! » Parfaitement conscient du potentiel de l'arme psychologique, il l'est aussi des risques d'idéologisation qu'elle engendre. Il a par conséquent arrêté sa décision depuis longtemps et il n'en changera plus : il veut « sauver » l'Armée de toute tentation politique.

À partir de l'automne 1958, l'Armée se voit intimer l'ordre de ne plus se mêler de politique. Au cours des mois qui suivent, la présidence procède à une véritable purge dans l'armée française, destinée à éradiquer la tumeur



Le général Jacques Massu

Archives militaires de France

révolutionnaire. Dans le but de séparer de nouveau les responsabilités civiles et militaires à tous les niveaux, il remplace Salan par deux hommes : le premier, Paul Delouvrier, est nommé délégué général; le second, le général Maurice Challe, l'adjoint de Salan, est nommé commandant supérieur interarmées. Le général Jouhaud devient chef d'état-major de l'Armée de l'air, tandis que bon nombre d'autres généraux et colonels se voient attribuer des postes en métropole ou en Allemagne. En tout, le général de Gaulle aura ordonné le déplacement de plus de 1 500 officiers. À la fin de décembre, il ne reste des hauts responsables de la *guerre révolutionnaire* et de l'idéologie de l'intégration que le général Massu et le colonel Godard. Encore était-ce parce qu'on avait bien voulu les oublier momentanément.



Le colonel Yves Godard

Le plan Challe : rôle réduit de l'arme psychologique

Immédiatement après cette épuration, de Gaulle entreprend de réorienter de façon radicale la stratégie de l'Armée française en donnant la priorité aux méthodes de la guerre classique. Il opère cette réorientation dans le but avoué d'obtenir des victoires rapides et de négocier en position de force avec le F.L.N. En réalité, « de Gaulle a des raisons moins évidentes pour relancer l'activité militaire : un retour de l'attention des militaires de la politique vers les opérations, et même l'idée qu'un succès militaire retentissant permettrait à l'armée d'accepter plus aisément des concessions politiques, l'honneur ayant été satisfait²⁹ ».

C'est dans cette optique que le général Challe est chargé de mettre en place un plan de campagne censé marquer le retour aux bonnes vieilles méthodes conventionnelles. Toutefois, le « plan Challe » conserve énormément de caractéristiques propres à la *guerre révolutionnaire*, en particulier des éléments tactiques : on a recours aux techniques de quadrillage du territoire, de noyautage et d'infiltration des structures ennemies. Le plan Challe fait également appel aux moyens de propagande, de désinformation et de renseignement utilisés précédemment. L'objectif demeure de ramener la totalité de la population sous le contrôle de l'Armée, d'une part, en assurant l'étanchéité des frontières et, d'autre part, en obtenant l'adhésion et la collaboration des masses musulmanes. Surtout, le 5^e Bureau, épargné par les purges de décembre, voit ses moyens d'action psychologique mis à contribution par le nouvel état-major. En fait, le 5^e Bureau

est demeuré un « nid » d'adeptes de la *guerre révolutionnaire*, comme le prouve l'extrait suivant d'un article de la *Revue des Forces Armées* :

Il nous appartient d'éclairer et de convaincre nos patrons, nos camarades, nos subordonnés. Si l'Armée ne veut pas le comprendre et réformer ses conceptions et ses méthodes, elle va à l'échec dans l'immédiat et à sa propre perte dans un futur proche, comme un organisme incapable d'évoluer dans un milieu en transformation. À l'heure actuelle, nous n'avons pas le droit de rester passifs ou indifférents. D'ailleurs, chacun de nous, qu'il le veuille ou non, est « engagé »³⁰.

Ceci étant, les adeptes de la septième arme font savoir leur désapprobation à l'égard de la marginalisation progressive de celle-ci. Dans son article intitulé

« Considérations militaires sur la guerre d'Algérie », publié dans le numéro de mai 1959 de la *Revue de Défense nationale*, Jean Merye estime que, sans une véritable guerre psychologique, la nouvelle stratégie suivie par le général Challe est irrémédiablement handicapée et n'a aucune chance de réussir à long terme³¹. Pour le colonel Antoine Argoud, le plan Challe procède d'une analyse incorrecte de l'enjeu, privilégiant la reconquête du terrain au détriment de celle des populations. Dans le livre qu'il publiera en 1974, *La décadence, l'imposture et la tragédie*, il écrit : « Le général Challe n'a de la *guerre révolutionnaire* qu'une connaissance livresque³². »

L'étau se resserre

En juillet 1959, une nouvelle instruction au titre évocateur, l'Instruction sur les Fondements, buts et limites de l'Action psychologique, marque une étape supplémentaire dans la neutralisation de la septième arme³³. La notion de guerre psychologique est remplacée par celle d'action psychologique désormais restreinte à élever le moral du combattant et à renforcer sa volonté de combattre. Les thèmes de cette action deviennent l'amour de la liberté, le respect de la personne humaine et de ses droits, le maintien du sens national mais aussi la fraternité et l'esprit d'équipe au sein de l'Armée. L'Instruction limite par ailleurs la responsabilité de l'Armée en matière d'action psychologique par l'établissement d'une collaboration étroite entre la hiérarchie politique et la hiérarchie militaire. En définitive, il s'agit de limiter sérieusement l'autonomie de l'arme psychologique et de brider son potentiel de force en réduisant son rôle à celui d'un simple service du moral tel qu'il existait avant 1955.

« À partir de l'automne 1958, l'Armée se voit intimer l'ordre de ne plus se mêler de politique »

En apparence, le 5^e Bureau, dernier bastion de la *guerre révolutionnaire*, semble avoir été épargné par ces assauts. Son rôle offensif et global est même accentué dans le plan d'action psychologique établi pour les mois de novembre, décembre et janvier. Dans ce document du 5^e Bureau, on peut ainsi lire : « Quelles que soient les formes de notre action psychologique, quels que soient les procédés employés, ils n'auront d'efficacité que si tous les échelons sont conscients de deux faits essentiels : 1) l'action psychologique doit être offensive, 2) l'action psychologique doit atteindre l'individu au travers de son milieu (Français de souche européenne, Arabe, Kabyle, Musulman, Israélite), moralement, sociologiquement défini³⁴. » Mais l'explication de ce paradoxe apparent est simple : si le Commandement demande au 5^e Bureau de fonctionner à plein régime et de contribuer à l'effort de guerre de la façon la plus efficace qui soit, c'est parce qu'il a été décidé en haut lieu de mettre fin au plus tôt à l'encombrant conflit algérien et de s'en extirper dans la meilleure position possible.

De la crise au démantèlement de la *guerre révolutionnaire*

Les « révolutionnaires » sur les barricades

Le 16 septembre 1959, De Gaulle clarifie sa position en introduisant une proposition d'« autodétermination », incluant une possibilité de sécession pour l'Algérie et constituant de ce fait un véritable désaveu pour les tenants de l'Intégration. Comme le notent Doise et Vaïsse, « la déclaration du chef de l'État marque la fin des illusions et le début de la rupture entre l'Armée d'Algérie et le pouvoir politique [...] »³⁵. C'est dans ce contexte tendu, où plane une fois encore l'ombre de la *guerre révolutionnaire*, qu'a lieu l'affaire des Barricades, incident qui mettra fin au sursis accordé au 5^e Bureau.

Au début de l'année 1960, le dernier groupe de fidèles à la *guerre révolutionnaire* tente une action décisive. Durant une semaine, du 24 janvier au 1^{er} février, certains officiers érigent, avec l'aide de militants de l'Algérie française, des barricades dans les rues d'Alger dans le but de faire pression sur le gouvernement et de le faire fléchir. Parmi les officiers adeptes de la *guerre révolutionnaire* qui prennent part à la semaine des barricades, nombreux sont ceux qui, comme le colonel Jean Gardes, chef du 5^e Bureau, et le colonel Argoud, occupent des postes importants au sein de l'Armée d'Algérie et n'hésitent pas à risquer leur carrière militaire pour défendre une cause qu'ils sentent menacée. Leur action témoigne également de leur volonté de briser les liens qui les unissent au général de Gaulle depuis le 13 mai 1958. « C'est sur les barricades que les défenseurs de la *guerre révolutionnaire* essayèrent de réfuter le 13 mai, car c'est là qu'ils proposèrent publiquement et définitivement de renverser le gouvernement de Gaulle³⁶. »

Mais ce dernier, qui ne saurait accepter que quelques « excités » lui dictent sa politique ou remettent en cause sa souveraineté, reprend vite la situation en main. Le 29 janvier, lors d'une allocution télévisée, il apparaît en uniforme pour donner l'ordre à l'Armée de rentrer dans les rangs : « Je m'adresse à l'Armée qui, grâce à de magnifiques efforts, est en train de remporter la victoire en Algérie, mais dont certains éléments seraient tentés de croire que cette guerre est leur guerre, non celle de la France, qu'ils ont droit à une politique qui ne serait pas celle de la France. Je dis à tous nos soldats : Votre mission ne comporte ni équivoque ni interprétation³⁷. » En s'adressant à ces « éléments isolés » qui font *leur* guerre, selon *leur* politique, de Gaulle est parfaitement conscient qu'il s'agit des partisans de la *guerre révolutionnaire* et de l'Intégration. « De Gaulle, écrit Clayton, considère, à juste titre, l'incident comme un excès de l'école de la *guerre révolutionnaire*³⁸. » Maintenant que cette école s'est révélée au grand jour comme un nid de factieux et de révolutionnaires, de Gaulle ne va pas manquer de chercher à l'éliminer au plus vite. Nombreux sont les membres de cette école qui allaient néanmoins être mêlés aux événements d'avril 1961.

La dissolution des 5^{es} bureaux, la reconversion de la septième arme et la fin de la *guerre révolutionnaire*

Le sort du 5^e Bureau s'est joué sur les barricades. « De Gaulle savait maintenant où se cachait l'ennemi au sein de l'Armée et, après les barricades, il allait pouvoir plus efficacement lui régler son compte³⁹. » Il prend immédiatement la décision de procéder à l'épuration.



Les barricades à Alger, du 25 au 27 janvier 1960.



Le général Charles de Gaulle en Algérie.

Dès les premiers jours de février, tout s'enchaîne très vite. Le 1^{er} février, le chef de l'État obtient la reddition des insurgés d'Alger. Le 2, une loi votée par l'Assemblée lui permet de prendre des ordonnances et lui facilite le travail d'épuration. Le 3, l'Assemblée fauche les principaux leaders de la *guerre révolutionnaire* : le colonel Godard, directeur des Services de sécurité, est relevé de ses fonctions; le colonel Argoud, chef d'état-major du corps d'armée d'Alger, et les lieutenants-colonels Broizat et Gardes, anciens chefs du 5^e Bureau, sont rappelés en métropole. Le 5, enfin, de Gaulle procède à un remaniement ministériel qui a pour but d'évincer Soustelle et Cornut-Gentil, partisans de l'Algérie française. Il ne reste plus, dès lors, à de Gaulle qu'à s'en prendre au principal bastion de la *guerre révolutionnaire*, le 5^e Bureau, qui, même privé de ses principaux chefs, demeure à ses yeux le véritable responsable. Mais, ironie de l'histoire, alors même que le 5^e Bureau était condamné, avait lieu à Reggane, dans le Sahara algérien, le 13 février 1960, l'explosion de la première bombe atomique française, dotant ainsi l'Armée d'une arme plus psychologique et plus révolutionnaire encore que la guerre « révolutionnaire » : la dissuasion nucléaire.

Le 15 février, le couperet tombe finalement. De Gaulle prend la décision officielle et irréversible de procéder à la dissolution du 5^e Bureau de l'Armée. Cette dissolution est rendue effective par une directive émanant, le même jour, du ministère des Armées. Le général Demetz, nouveau chef d'état-major,

écrit : « J'ai l'honneur de vous faire connaître que les organes spécialisés dans l'action psychologique, dénommés 5^e bureaux, seront supprimés dès réception de la présente Directive ministérielle⁴⁰. » En outre, le document officiel fait également savoir que les attributions concentrées par le 5^e Bureau seront redistribuées et prises en charge par les différents organismes des états-majors en plus de leurs attributions habituelles. Ce « dépeçage » du 5^e Bureau est l'occasion de se rendre compte de l'immense pouvoir que concentrait cet organe et de l'étendue de l'influence que ce pouvoir pouvait lui procurer au sein de l'Armée. On comprend mieux dès lors pourquoi, n'osant pas l'affronter, le pouvoir politique a attendu si longtemps avant de le démanteler. Au fil des années de *guerre révolutionnaire* et malgré les tentatives pour limiter son autonomie (Instruction de 1957) et son action (Instruction de 1959), le 5^e Bureau était devenu le véritable cerveau de l'Armée, la guidant, la coordonnant et la surveillant.

L'après-guerre révolutionnaire

La dissolution du 5^e Bureau entraîne la fin de la *guerre révolutionnaire* au sein de l'Armée française, mais un reliquat d'Arme psychologique subsiste sous une forme éclatée, n'étant plus désormais le monopole d'un seul organisme, mais étant partagé entre les divers services de l'Armée. Le nouveau système « décentralisé » qui se met en place à partir d'avril 1960 repose sur un Centre d'Information général et de Problèmes humains, un centre autour duquel gravitent les organes gouvernementaux et les services chargés de l'information, comme le Bureau Presse-Information. Instrument docile de la volonté gouvernementale, le nouveau système est, dès sa création, mis au service de la politique d'auto-détermination avant de servir à préparer le terrain aux accords d'Évian et à l'indépendance de l'Algérie.

« Au fil des années de guerre révolutionnaire... le 5^e Bureau était devenu le véritable cerveau de l'Armée, la guidant, la coordonnant et la surveillant »

La *guerre révolutionnaire*, quant à elle, est rentrée avec le dernier carré de ses partisans dans la voie de la clandestinité et de l'opposition farouche à la politique d'abandon de l'Algérie. Les « guerriers révolutionnaires » les plus irréductibles, parmi lesquels on retrouve entre autres Salan et Zeller, mais aussi Lacheroy et Argoud, vont s'engager de façon aveugle dans l'aventure

du putsch d'avril 1961, puis dans celle de l'Organisation Armée Secrète (O.A.S.). Les actions qu'ils mènent, véritables actes de désespoir, peuvent sans doute être considérées comme les ultimes avatars de la *guerre révolutionnaire*. Très vite cependant, le pouvoir politique met fin à leurs agissements en les mettant aux arrêts et en les traduisant en justice. Mais il faudra que le dernier d'entre eux, le colonel Argoud, soit finalement mis hors d'état de nuire, le 25 février 1963, pour que le destin de la *guerre révolutionnaire*, née six ans plus tôt au sein de l'Armée française, soit définitivement scellé.



Archives militaires de France

Les généraux Salan, Challe, Zeller et Jouhaud lors de la tentative de *putsch* d'avril 1961.

Conclusion

Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience de la *guerre révolutionnaire* menée par l'armée française en Algérie? Qu'est-ce qui peut expliquer qu'elle ait avorté de la sorte malgré sa contribution à la lutte contre l'insurrection algérienne? Se pourrait-il, comme on serait tenté instinctivement de le penser, que la *guerre révolutionnaire* n'est pas faite pour une armée contre-insurrectionnelle? « Comment cette armée aurait-elle pu, écrit Planchais, comme ses adversaires, vivre comme "un poisson dans l'eau"? Dès le départ, le mécanisme était bloqué par cette confusion : toute eau n'est pas bonne à tout poisson. Tout, ensuite, ne pouvait être qu'artifice [...]. Toute la psychologie du monde, vraie ou fausse, ne pouvait contrebalancer à long terme des données politiques et géographiques impossibles à changer. Une *guerre révolutionnaire* ne peut être qu'une guerre nationale⁴¹. » Pour Eqbal Ahmed, il ne fait aucun doute que les théoriciens occidentaux de la contre-rébellion ont une conception trop mécanique, trop désincarnée et, par conséquent, erronée de la doctrine de la *guerre révolutionnaire*. « Pour eux, écrit-il, le peuple représente un objet de politique, un moyen plutôt qu'une fin, une masse malléable et manipulable dont le comportement [...] a plus d'importance que les sentiments et les jugements. Ne se préoccupant que des bénéfices opérationnels, l'analyse que fait la contre-révolution de la théorie et de la pratique révolutionnaire tend à être superficielle et doctrinale⁴². »

« À force de prêcher
une foi, on finit
par y croire »

Et pourtant, la logique voudrait que le combat soit mené sur le même champ de bataille que l'ennemi. En 1961, dans son célèbre ouvrage intitulé *La guerre moderne*, le colonel Trinquier, tentant de tirer la leçon des années de *guerre révolutionnaire* française auxquelles il a pris part à la fois comme théoricien et pratiquant, portait sur elle le jugement suivant : « Dans la guerre moderne (... c'est une nécessité absolue d'employer toutes les armes dont se servent nos adversaires; ne pas le faire serait une absurdité. Si nous avons perdu la guerre d'Indochine, c'est en grande partie parce que nous avons hésité à prendre les mesures qui s'imposaient ou que nous les avons prises trop tard⁴³. » Plus récemment, les observateurs de la *guerre globale contre le terrorisme* notaient que l'approche de la coalition occidentale, essentiellement limitée à un effort conventionnel, procédait d'une analyse incorrecte de la nature psychologique du combat de l'ennemi, lui laissant ainsi les mains libres sur le front virtuel de l'information, des opinions publiques et des communications de masse⁴⁴.

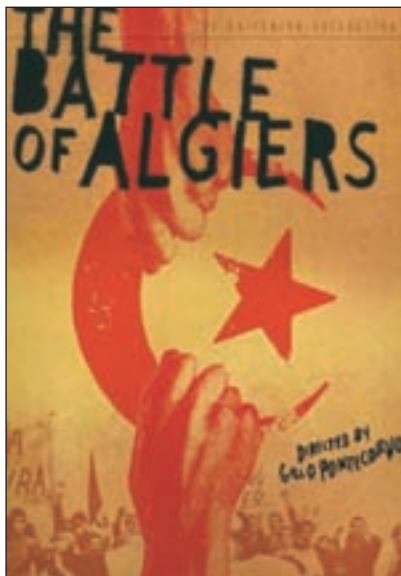
On pourrait également objecter que, par définition, la *guerre révolutionnaire* ne peut pas être adoptée par une armée contre-insurrectionnelle visant à maintenir le *statu quo*. Mais il est important de ne pas confondre *guerre révolutionnaire* et *idéologie révolutionnaire*. Même s'il est vrai que les premiers théoriciens et praticiens de ce type de conflit ont été pour la plupart des révolutionnaires comme Lénine ou Mao, d'autres types d'idéologie peuvent s'adapter à la *guerre révolutionnaire* pour atteindre des buts autres que la révolution proprement dite. À ce sujet, Girardet fait remarquer que l'« on peut fort bien imaginer toute forme de guerre subversive engagée ou menée au nom des principes d'une idéologie purement nationale, au nom de ceux du libéralisme démocratique ou au nom même d'un idéal d'inspiration fasciste⁴⁵ ». À ce titre, il n'est pas contradictoire d'imaginer la *guerre révolutionnaire* comme une méthode mise au service d'une lutte contre-révolutionnaire.

Le problème ne réside donc pas tant dans la question de savoir si la *guerre révolutionnaire* peut être adoptée par une armée anti-insurrectionnelle, mais dans l'inévitable processus de politisation de la mission et des pouvoirs qu'entraîne cette adoption. Le paramètre politique est essentiel, car, comme l'expliquait l'un des pères de la *guerre révolutionnaire*, Mao Zedong, « une guerre de guérilla qui n'a pas d'objectif politique doit échouer⁴⁶ ». Si l'armée contre-révolutionnaire veut contrôler une population donnée physiquement, mais aussi psychologiquement – ce qui est plus important à long terme –, elle devra pour cela promouvoir un thème politique fermement établi⁴⁷. C'est l'aspect politique fondamental de la *guerre révolutionnaire*, quelle que soit sa forme : « la réussite d'une lutte antisubversive demeure étroitement dépendante, à tout le moins, inséparable de la mise en place d'une politique

générale de ralliement ou de reprise en main de la population⁴⁸. » L'aspect politique est vital pour gagner la confiance des populations, influencer celles-ci et les soustraire à l'influence ennemie.

Or, le délicat problème qui se pose dans le cas d'une guerre antisubversive menée selon les règles de la *guerre révolutionnaire* est sans doute celui de la politisation de l'armée, conséquence inévitable de la production et de la défense d'une idéologie. À force de prêcher une foi, on finit par y croire. En se politisant, l'armée cherche du même coup à vouloir avoir un droit de regard sur la mission qui lui est assignée par le pouvoir politique. Ce problème ne se pose pas dans le cas d'une force révolutionnaire parce qu'il y a unité du politique et du militaire.

Par contre, dans le cas d'une guerre antisubversive conduite par une puissance démocratique, il peut amener l'armée idéologisée à se heurter au pouvoir légal, débordant ainsi sur une crise politique semblable à celle qu'a connue la France de 1958 à 1961 durant la guerre d'Algérie. Comme l'écrit Maurice Duverger, « une armée préparée à la guerre subversive [...] ne peut rester isolée de la nation, en dehors de la politique [...], la guerre psychologique implique une activité politique, une intervention quasi permanente dans la vie de la nation⁴⁹ ». Ceci est un aspect crucial de toute *guerre révolutionnaire*.



Affiche du film sorti en 1966, écrit et réalisé par Gillo Pontecorvo et salué par la critique, *La bataille d'Alger*.

Au-delà de ses limites, l'expérience pionnière de l'armée française est porteuse d'enseignements sur ce qu'on appelle aujourd'hui la guerre de quatrième génération (4GW)⁵⁰. L'histoire, sans se reproduire immuablement, est caractérisée par d'étonnantes répétitions. En ce début du XXI^e siècle, dans la lutte qui les oppose au terrorisme global, les États sont confrontés à une forme de guerre inusitée. Pour leur gouvernement, leurs services secrets et leurs états-majors, le défi est de taille : mener une guerre sans front ni frontières et sans adversaire clairement identifiable. Ces grandes puissances constatent avec amertume à quel point leurs forces conventionnelles et nucléaires sont de peu d'utilité contre cet ennemi disséminé, insaisissable et résolu. Elles doivent

adapter leur lutte en la menant sur tous les fronts et combiner la technologie moderne avec des tactiques militaires anciennes. Elles doivent réapprendre à riposter à l'agression et au harcèlement psychologique – dont la terreur est une forme – par des actions psychologiques. Cette guerre où l'intelligence et la ruse surpassent la puissance des armements présente des avantages certains. Elle comporte également des risques que l'étude de l'expérience française peut servir à éviter.



NOTES

- Jean Planchais, *Une histoire politique de l'Armée*, (Paris : Éditions du Seuil, 1967), p. 321.
- François Géré, « Généalogie de la Guerre Révolutionnaire », in *La Guerre Psychologique*, (Paris : Collection Bibliothèque stratégique, Economica, 1997), p. 15-45.
- Général Beaufre, *La guerre révolutionnaire. Les formes nouvelles de la guerre*, (Paris : Fayard, 1972), p. 50.
- Ibid.*, p. 90.
- Raoul Girardet, *Problèmes militaires et stratégiques contemporains*, (Paris : Dalloz, 1989), p. 90.
- Général L.-M. Chassin, « Du rôle idéologique de l'Armée », *Revue militaire d'information*, n° 240, (octobre 1954), p. 13.
- Service historique de l'armée de terre (SHAT), (Archives militaires 1H 2403, – Paris, le 1^{er} Mars 1955 – Secrétariat d'État aux Forces armées "terre" – Cabinet, Section Moral – Note pour le 1^{er} bureau de l'EMA – objet : *Création d'un organisme d'action psychologique*, signée par le colonel Drion pour le général d'Armée Blanc, chef d'état-major de l'armée.
- SHAT, Archives militaires 1H 2403, *Directive pour l'Action psychologique sur le territoire de la X^e région militaire*, par le général Lorillot, Alger, le 27 juillet 1955.
- SHAT, Archives militaires 1H 2408, *Directive sur la guerre psychologique*, signée par Koenig, ministre de la Défense nationale et des Forces armées, État-major des Forces armées, Bureau psychologique, le 4 octobre 1955.
- Elle devient une arme polyvalente en ce sens qu'elle est à la fois tactique et stratégique : « tactique lorsqu'elle vise les unités ennemies au contact de la population derrière les lignes; [...] stratégique lorsqu'elle est conduite contre l'ensemble des forces ennemies de son territoire. » (*Ibid.*)
- Pour un exemple, voir notamment Alexander Zervoudakis, « A Case of Successful Pacification », in Martin Alexander et J. F. V. Keiger, *France and the Algerian War. Strategy, Operations and Diplomacy*, Londres : Frank Cass, 2002, p. 54-64.
- Paul Rich et Richard Stubbs, *The Counter-Insurgent State. Guerilla Warfare and State Building in the Twentieth Century*, (New York: MacMillan Press, 1997, p. 103-107).
- SHAT, Archives militaires 1H 2408, *Directive d'action psychologique*, X^e région militaire, Bureau psychologique, Alger, avril 1956.
- SHAT, Archives militaires 1H 2403, *Objet : Renforcement des moyens de l'action psychologique pour l'Algérie et création de trois unités tactiques de guerre psychologique*, par le secrétaire d'État aux Forces armées "terre" – État-major de l'Armée, – cabinet section psychologique et du moral, le 23 juin 1956.
- SHAT, Archives militaires 1H 1117.
- SHAT, Archives militaires 1H 2408, *Objet : Directives d'action psychologique*, note d'orientation n° 6, – X^e région militaire, État-major, Bureau psychologique, par le général de brigade Tabouis, chef du Bureau régional d'Action psychologique, pour le général de corps d'armée Lorillot, commandant la X^e RM, commandant supérieur interarmées.
- Joseph Field et Thomas C. Hudnut, *L'Algérie, de Gaulle et l'Armée*, (Paris: Arthaud, 1975), p. 36.
- Général Paul Aussaresses, *The Battle of the Casbah. Terrorism and Counter-terrorism in Algeria*, (New York: Enigma Books, 2002).
- Ils réprovent en revanche l'emploi de la torture; voir sur ce point Guy Perville, « Quinze ans d'historiographie de la Guerre d'Algérie », *Annales de l'Afrique du Nord*, Paris : Éditions du CNRS, 1976.
- Cité dans Planchais, *op. cit.*, p. 337.
- SHAT, Archives militaires 1H 2409, *Schéma de causerie*, État-major, Bureau psychologique, action sur la troupe, février 1957.

22. SHAT, Archives militaires 2403, *Objet : Création de 5^e Bureau*, note du général de corps d'armée Lorillot, chef d'état-major de l'Armée, Secrétariat aux Forces armées "terre" 1^{er} Bureau, Paris, le 19 juillet 1957.
23. Planchais, *op. cit.*, p. 333.
24. SHAT, Archives militaires 2409, *Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique*, par le général d'armée Ely, chef d'état-major général des Forces armées, ministère de la Défense nationale et des Forces armées, le 29 juillet 1957, 77 pages.
25. Philippe Fouquet-Lapar, *Histoire de l'Armée française*, (Paris: PUF, collection Que sais-je?, 1986), p. 101.
26. K. Koonings et D. Kruijt, *Political Armies. The Military and Nation Building in the Age of Democracy*, (Londres et New York : Z Books, 2002).
27. Anthony Clayton, *Histoire de l'Armée française en Afrique, 1830-1962*, (Paris: Albin Michel, 1994), p. 225.
28. Jean Doise et Maurice Vaïsse, *Diplomatie et outil militaire, 1871-1969*, (Paris, Imprimerie nationale, collection Politique étrangère de la France, 1987), p. 462.
29. Clayton, *op. cit.*, p. 508.
30. SHAT, Archives militaires 1H 2522, *Revue des Forces armées n° 33*, extrait sélectionné en janvier 1959 par l'état-major du 5^e Bureau pour être diffusé parmi les officiers et servir de thème de causerie.
31. Jean Merye, « Considérations militaires sur la guerre d'Algérie », *Revue de Défense Nationale*, 15^e année, mai 1959, p. 814.
32. Antoine Argoud, *La décadence, l'imposture et la tragédie*, Paris : Fayard, 1974. (Cité dans Vaïsse, *op. cit.*, p. 463.)
33. SHAT, Archives militaires 1H 2410, *Objet : Fondements, buts et limites de l'Action Psychologique*, signé par P. Guillaumat, ministre des Armées, Paris, le 28 juillet 1959, 5 pages.
34. SHAT, Archives militaires 1H 2410, *Plan d'action psychologique pour les mois de novembre, décembre et janvier*, Commandement en chef des forces en Algérie, État-major inter-armées, 5^e Bureau, Alger, le 7 novembre 1959.
35. Doise et Vaïsse, *op. cit.*, p. 464.
36. Field et Hudnut, *op. cit.*, p. 132.
37. Cité dans Doise et Vaïsse, *op. cit.*, p. 466.
38. Clayton, *op. cit.*, p. 228.
39. Field et Hudnut, *op. cit.*, p. 148.
40. SHAT, Archives militaires 1H 2403, *Objet : Dissolution des 5^e bureaux*, par le général Demetz, chef d'état-major de l'armée, Ministère des Armées "Terre" – État-major de l'Armée, 1^{er} Bureau, pour le ministre et par délégation, Paris, le 15 février 1960.
41. Planchais, *op. cit.*, p. 338-339.
42. Eqbal Ahmed, « Guerre révolutionnaire et contre-insurrection », dans Gérard Chaliand, *Stratégies de la guérilla – Anthologie historique de la longue marche à nos jours*, Paris : Gallimard, collection Idées, 1984, p. 244.
43. Roger Trinquier, *La guerre moderne*, (Paris: La Table Ronde, 1961), p. 187.
44. John Mackinlay, *Defeating Complex Insurgency: Beyond Iraq and Afghanistan*, (Londres: The Royal United Services Institute for Defence and Security Studies, 2005); Bard O'Neill, *Insurgency and Terrorism*, (Washington, DC: Potomac Books, 2005).
45. Girardet, *op. cit.*, p. 94.
46. Cité dans Field et Hudnut, *op. cit.*, p. 43.
47. Eric Wolf, *Peasant Wars in the Twentieth Century*, (New York: Harper Torchbook, 1969), p. 244. Voir aussi Army Staff College, *Counter-Revolutionary Warfare and Out of Area Operations Handbook*, Army Staff College, 1985, p. 16.
48. Girardet, *op. cit.*, p. 113.
49. Cité dans Field et Hudnut, *op. cit.*, p. 42.
50. Colonel Thomas X. Hammes, *The Sling and the Stone. On War in the 21st Century*, (Saint Paul: Zenith Press), 2004.



Les barricades à Alger, du 25 au 27 janvier 1960.